

# ÉCOLE ÉMANCIPÉE

Spécial stage national éé-snes 2026

Tendance du SNES et de la FSU

## pour une école émancipatrice

### Quand les questions sociétales s'invitent en classe

#### Dans un contexte incertain, passons à l'offensive !

A un an de l'élection professionnelle, la victoire de l'extrême-droite n'est plus seulement une hypothèse, mais une menace immédiate. Les guerres impérialistes et leurs conséquences sur notre quotidien, les attaques contre l'école publique et la montée des discours racistes en France dessinent un paysage social qui semble de plus en plus hostile. Face à cela, notre syndicalisme de lutte et de transformation sociale, majoritaire dans l'Éducation nationale, a une responsabilité historique pour mobiliser la profession.

Dans le contexte de suppression des postes, la dernière journée de grève nationale du 31 mars a prouvé que les personnels sont prêts à se battre. Mais il faut aller plus loin. Le démantèlement de l'école publique est structurel, et les droits fondamentaux sont menacés. L'extrême-droite, en France comme ailleurs, utilise la peur et la division pour avancer ses pions. Notre réponse doit donc être collective, radicale et internationale.

Face à ces menaces, notre ligne d'intervention doit rester claire : défendre

les services publics, combattre toutes les formes de racisme et soutenir les luttes de solidarité, notamment au Moyen-Orient. Mais les mots ou les intentions ne seront pas suffisants. Il faut que notre militantisme imprime son agenda : construire des grèves massives, faire alliance avec les associations et les mouvements sociaux, et développer une campagne de sensibilisation pour déconstruire les discours d'extrême-droite.

L'enjeu est simple : soit nous laissons l'extrême-droite imposer son récit vers la victoire, soit nous organisons la riposte.

La présidentielle approche. Chaque jour compte. La FSU et les militant-es de l'École émancipée doivent être à la hauteur de ce défi, pour l'École, pour les libertés, pour la justice sociale. Le 1er mai 2026, autour des polémiques réactionnaires sur la suppression de ce jour férié, a constitué un premier jalon revendicatif dans notre agenda pour faire entendre notre voix et mobiliser autour de nous. Dans le contexte inflationniste que nous subissons, nous devons nous opposer à toute nouvelle cure austéritaire et exiger un autre budget pour 2027 !



<https://mastodon.social/@ecoleemancipee>  
ecoleemancipee.org

<https://www.facebook.com/EcoleEmancipee/>

<https://www.ecoleemancipee.org/>

[eebnsnes@ecoleemancipee.org](mailto:eebnsnes@ecoleemancipee.org)

#### L'équipe nationale Ecole Emancipée au SNES-FSU ce sont :

Secrétariat national : Julie Schmitt (Nancy-Metz) et Damien Besnard (Créteil)

Bureau national : Marina Caro-Nedellec (Rennes), Michel Decha (Nantes), Irène Docekal (Bordeaux), Romain Gentner (Grenoble), Marc Rollin (Lyon) et Bénédicte Viguié (Amiens)

# Quand une partie de la jeunesse est réac'... - Intervention de Francis Dupuis-Déri

En 2018-2019, nos élèves désertaient les classes le vendredi après-midi pour se mobiliser contre l'inaction climatique. A chaque Marche des Fiertés, nous observons que les jeunes sont toujours plus nombreux-ses dans les cortèges. Lors des élections présidentielles de 2022, les moins de 35 ans sont les électeurs-trices qui ont donné les plus forts pourcentages aux candidats de gauche. A la lecture du faux manuel, *Quand la jeunesse se révoltait* d'Emmanuel Dufour et de Francis Dupuis-Déri, l'équipe organisatrice du stage Ecole Emancipée a émis l'hypothèse qu'en matière d'écologie, de lutte contre les LGBTQphobies et les idées d'extrême-droite, la jeunesse avait peut-être des choses à apprendre aux adultes. A l'heure où les discours réactionnaires et le masculinisme occupent le devant de la scène médiatique, nous avons donc

invité Francis Dupuis-Déri, enseignant-chercheur en science politique à l'UQAM (université du Québec à Montréal) pour nous éclairer sur l'évolution de l'état d'esprit de la jeunesse.

Son intervention s'appuyait sur une recherche sur les LGBTQphobies menée en partenariat avec l'historienne contemporanéiste, Christine Bard, enseignante-chercheuse à l'université d'Angers.

Au Québec, Francis Dupuis-Déri s'est attelé à recueillir une centaine de témoignages auprès d'enseignant-es et d'une dizaine d'élèves qui se disent féministes. Il a travaillé avec la FAE (Fédération autonome de l'enseignement), fédération de neuf syndicats enseignants au Québec. L'une des questions posées à ces personnes étaient : « Avez-vous des témoignages



## REDUCTION DE LA VIOLENCE PEDAGOGIES EN

### Rendre l'école plus démocratique : l'expérience du foyer-débat

L'école est entièrement ou presque organisée par les adultes : le temps, l'espace, les contenus, les modalités de travail sont entre leurs mains. Il existe quelques instances (conseil d'école, CVC, CVL) où les élèves sont présents et peuvent prendre la parole mais elles ne sont pas pensées par et pour les élèves. Quelle agentivité leur reste-t-il alors que les élèves sont des citoyens et citoyennes en puissance ?

Louise, une camarade de Sud éducation, engagée dans la réflexion de son syndicat sur les pédagogies émancipatrices, est venue témoigner d'un dispositif qu'elle a mis en place elle-même dans les établissements où elle a été amenée à exercer : le foyer-débat. C'est un temps proposé, hors-classe, souvent sur la

pause méridienne dans un espace autre que la salle de cours. Le foyer est ouvert à toutes et tous et les sujets sont choisis par les élèves d'une session à l'autre. Un espace d'affichage est négocié dans les lieux de passage avec la direction pour annoncer les sujets de débat et pour rendre disponibles les résumés des échanges qui doivent rendre compte de la diversité des points de vue. Les participant-es sont libres de venir et de repartir quand bon leur semble. Les échanges ne sont pas ou peu régulés par les adultes. L'expérience montre que les participant-es parviennent à se réguler entre elles et eux. Les adultes présents sont des facilitateurs : ils peuvent relancer le débat par des questions ou une remarque sans confisquer

le débat, le recentrer si collectivement on constate que la discussion ne mène nulle-part. Le dispositif n'est pas dénué de limites. Les élèves qui participent sont peu nombreux. Il y a souvent peu de mixité sociale parmi les participant-es. Ces foyers ont du mal à se maintenir sans adulte volontaire pour offrir cette possibilité. Persévérer, ancrer, essayer cette pratique pourrait peut-être palier ces problématiques et la normaliser et pourquoi pas devenir une pratique lycéenne qui pourrait se passer de la présence adulte comme les journaux lycéens indépendants. Certes, ce foyer-débat n'est pas décisionnaire mais offre un espace de liberté, de confrontation d'idées, de forge à opinions, de lien social.

### Passer de l'EDD à un véritable enseignement de l'écologie

L'Éducation au Développement Durable, lancée en 2004, comporte beaucoup d'insuffisances, mais aussi des points positifs. C'est pourquoi nous avons invité Diane Granier d'Enseignant-es Pour La Planète, collectif créé pendant les premières grèves pour le climat avec pour double objectif de faire évoluer la place des questions écologiques dans l'éducation et de ne pas laisser les jeunes seuls dans les mobilisations.

Parmi les biais, on peut reprocher à l'EDD la valorisation des bons comportements individuels, des éco-gestes (tri, clean-walk pour ramasser les déchets sans s'interroger sur leur production), les labels E3D (pour un établissement qui a un potager pédagogique mais est une passoire thermique), les éco-délégués (forme élective, sans formation, pour quel rôle ; ne serait-il pas préférable de parler

d'éco-volontaires et d'accepter tous-tes les élèves qui en ont envie ?) ou le référent EDD (choisi par le chef d'établissement, pour une IMP), c'est-à-dire une sur-représentation des éducations faibles.

C'est une «éducation à» donc non-disciplinaire : l'EDD incombe à toutes et tous. Mais, elle est totalement passée sous silence dans certains programmes (par exemple celui du tronc commun d'histoire-géographie en lycée), quand dans les autres disciplines les programmes sont caractérisés par un effacement des acteurs et de leurs responsabilités sur l'environnement.

L'Éducation Nationale est le dernier ministère à utiliser la notion de développement durable ; plus personne, y compris les scientifiques, ne pense que c'est réaliste et que le modèle économique actuel soit compatible avec la préservation de la planète.

Cependant, le référentiel EDD de 2023 est beaucoup plus orienté vers les éducations fortes que vers les éducations faibles, ce qui ouvre la voie - au delà de la transmission de savoirs - vers une réelle éducation aux choix.

Le collectif EPLP fait donc différentes propositions : rompre avec la notion de développement durable qui est un mensonge, refuser l'éducation faible, aller vers une éducation forte et transformatrice : offrir une grille de lecture qui permet aux élèves de questionner les situations, de développer une citoyenneté critique qui se traduit en actes.

Pour le collectif EPLP, il y a une nécessité à lier questions écologiques et sociales. Il est indispensable de faire évoluer les mandats du SNES et de la FSU dans cette même direction et de ne plus limiter nos mandats sur l'écologie au volet adaptation du bâti scolaire.



d'actions sexistes ou LGBTQphobes ? » Un consensus se dégage des réponses. Depuis trois-quatre ans, une dégradation des comportements est constatée : multiplication des propos sexistes et LGBTQphobes envers les enseignant-es et entre élèves, graffitis de pénis, saluts nazis, drapeaux LGBTQI arrachés, attaques des comités de la diversité qui se réunissent sur le temps méridien...

Les auteurs de ces actes sont le plus souvent des garçons, peu importe leur confession religieuse, même si on constate qu'il y a aussi de plus en plus de filles conservatrices. La décomplexion de ces gestes est amplifiée par l'influence des mouvements masculinistes sur les réseaux sociaux et par la deuxième victoire de Donald Trump aux Etats-Unis. Donc, si des progrès pour visibiliser et faire progresser

les droits des minorités de genre ont été importants ces dernières années, la vague réactionnaire n'est pas à minimiser, elle touche particulièrement une partie de la jeunesse très exposée aux réseaux sociaux.

Après l'intervention de Francis Dupuis-Déri, la salle a débattu sur la façon de gérer les faits de racisme, de sexisme ou de LGBTQIphobie en se demandant si la seule sanction était constructive. Pour autant, ces faits ne doivent pas rester sans réaction, sans discussion. Ils sont symptomatiques d'un lien social rompu. Cette rupture est même amplifiée par les bulles algorithmiques. Plus de démocratie, d'échanges, de débats d'idées en chair et en os sont peut-être à même de contribuer à la réparation de ce lien social. Encore faut-il que ces temps et ces espaces existent...

## MANCIPATRICES

### Lutter contre les big tech réactionnaires

Depuis la seconde élection de Trump, c'est flagrant, les forces réactionnaires et les GAFAM sont étroitement liés et les syndicats de transformation sociale doivent combattre les unes et les autres. Premier constat : la place grandissante de la fachosphère et le lynchage virtuel dans nos vies militantes. L'absence ou presque de régulation sur les réseaux sociaux permet l'expansion d'idées et de propos intolérables. Un service public du numérique, déjà proposé par un GT FSU (au-delà de l'éducatif, pour la gestion et la maintenance par exemple), pourrait améliorer la situation et permettre de cesser d'enrichir des

entreprises irresponsables. Ensuite, la santé mentale des jeunes s'aggrave, notamment du fait de l'utilisation des outils numériques (dont les outils éducatifs tels que Pronote ou les manuels en ligne qui parfois remplacent le papier) et des réseaux sociaux. On mesure déjà les conséquences catastrophiques, y compris sur les manières d'apprendre, de moins réfléchir... et donc d'accepter les fausses informations ou le repli sur soi haineux. Ce qui permet aussi un Internet de «vérités alternatives», c'est le recours aux IA certes condamnables. Au delà du

désastre écologique que représente le développement des IA, il est nécessaire de mener une réflexion pédagogique - les élèves les utilisent déjà - non pas pour les intégrer à nos cours, mais pour en montrer les dangers et réfléchir à nos pratiques, dont la plus-value sera alors évidente.

Il faut enfin un recours massif aux logiciels libres et à des capacités de stockage réfléchies, qui soient au moins européennes. Pour que les personnels et les élèves y soient prêt-es, il faudra des formations à la hauteur.

### EVARS : une éducation à... construire !

Fortes disparités entre établissements, mise en œuvre dépendante des personnels volontaires et moyens disponibles, formations insuffisantes et en diminution, engagement chronophage et peu reconnu et contestations ponctuelles de la part de certaines familles ou associations : quelles pistes pour améliorer la mise en place de l'EVARS ?

- **Contenus** : les questions de l'inceste et de la prostitution infantile sont abordées trop tardivement dans le programme d'EVARS. Elles devraient pouvoir être abordées à l'école et au collège. Nous avons aussi réfléchi à la place à accorder aux élèves dans leur formation à l'EVARS.

- **Formation** : la formation initiale à l'Evars disciplinaire de tous-tes les enseignant-es doit être obligatoire et pouvoir être mise à jour

régulièrement dans la formation continue. À plus court terme, la formation des personnels de direction est primordiale tant les disparités entre établissements sont importantes. La formation des autres personnels continue de se déployer mais est encore insuffisante : des formations sur plusieurs jours, en présentiel, interprofessionnelles et inter-degrés sont nécessaires. En plus de l'EVARS à proprement dit, la formation à l'écoute, au recueil de la parole et au repérage des élèves victimes (comme recommandé par la CIVISE) doit être envisagée.

- **Moyens** : Les référent-es et formateurs-trices ne bénéficient pas de rémunération officielle (IMP...). Un temps de service allégé pourrait être envisagé, notamment afin de faciliter le travail en équipe. De même, des personnels pluri-professionnels

déchargés (notamment des personnels médico-sociaux dont le nombre doit augmenter) circulant sur un territoire donné pourraient proposer des interventions dans les établissements. Enfin, nous avons besoin de moyens pédagogiques fléchés pour l'animation des séances.

- **Travail syndical** : Le syndicat doit proposer des stages de formation EVARS à des échelles fines qui permettront de s'outiller face aux blocages constatés, d'échanger sur les pratiques, de pointer les besoins dans les différents établissements. Un travail intersyndical, croisant les données des différentes organisations, permettrait d'avoir un regard encore plus affûté sur la mise en place effective et sur les besoins exprimés par les collègues.

# VIE DE LA TENDANCE

## Adhérer à la tendance

**L'École Émancipée est une tendance qui a fait le choix de construire la FSU, où le droit de tendance est reconnu.**

Les militant-es de l'ÉE sont investi-es à tous les niveaux dans la fédération et ses syndicats, où ils-elles défendent un **syndicalisme de transformation sociale appuyé sur les luttes**.

Si vous hésitez à devenir cotisant-e à la tendance École Émancipée, voici toutes les bonnes raisons de renouveler ou de prendre cette adhésion :

- financement des activités de la tendance (site internet, publications de 4 pages, de tracts, bulletin intérieur, collège...)
- organisation des journées d'études de juillet
- remboursement des frais de stages ée nationaux et régionaux (FSU, SNES, SNUipp...)

L'adhésion à la tendance est pour l'année scolaire. Possibilité d'adhérer en ligne sur notre page « Hello Asso ».

Retrouvez toutes les infos sur la tendance à cette adresse : <https://ecoleemancipee.org/l-ecole-emancipee-kesako/>



## S'inscrire aux JÉÉÉ



Pour cette année 2026, les **Journées d'étude de l'école émancipée se tiendront du samedi 4 au mardi 7 juillet**, au lycée agricole public d'Airion dans l'Oise.

Dans un cadre verdoyant et bucolique, ce lycée réunit des conditions d'accueil idéales : une grande salle pour les débats, des chambres dans l'internat de maximum 4 personnes (2 espaces séparés de 2 lits), un espace de restauration, des salles de détente, une cafeteria, des espaces verts tout autour, un stade, une piste d'athlétisme et à proximité un club équestre (si les enfants veulent faire des tours de poneys sous la responsabilité de leurs parents) et le magasin de l'exploitation agricole du Lycée qui vend des produits bio et/ou locaux. Une librairie locale, militante et associative proposera également des ouvrages.

Le lycée est à moins de 100 km de Paris. Pour venir en train, la gare la plus proche est celle de Clermont de l'Oise (4 kms). Cette dernière est desservie par la ligne Paris-Amiens. Nous organiserons des navettes en voiture pour venir vous chercher. Nous avons prévu des animateurs-trices pour encadrer les enfants pendant les débats.

**Au programme** : quatre jours de débats (féminisme, pédagogie, éducation, écologie, international, lutte contre l'extrême-droite, numérique, ...) et de soirées (conférence gesticulée, concerts, ...) entre camarades de l'éé.



**Que vous soyez un-e habitué-e ou qu'elles soient vos premières journées d'études, nous vous attendons nombreux-ses. Nous vous invitons à vous inscrire le plus tôt possible à cette adresse : <https://ecoleemancipee.org/journees-detude-de-lecole-emancipee-2026/>**

## S'abonner à la revue

L'École Émancipée c'est aussi une **revue syndicale et pédagogique paraissant depuis 1910**. Un édito et un dossier, mais aussi des pages Société, Education, Syndicalisme, Eco/social, International, Ecologie, Féminisme, Histoire et Culture dans votre boîte aux lettres tous les deux mois.

Vous pouvez vous abonner (mais aussi consulter les numéros récents ou anciens sur le site web de l'éé).

L'abonnement à la revue, modeste mais géniale, est indépendant de l'adhésion à la tendance et court de date à date : il comprend six numéros consécutifs à compter du numéro qui démarre votre abonnement. Il peut se faire par prélèvement automatique, par chèque ou par carte bancaire en ligne.

Retrouvez toutes les infos sur la revue de l'éé à cette adresse : <https://ecoleemancipee.org/sabonner-a-la-revue/>

